

DROITS DE L'HOMME

L'Association for Computing Machinery (ACM) vient d'éditer son troisième rapport (1) sur les violations des droits de l'homme subies par des professionnels de l'informatique. Parallèlement à de nombreuses sociétés savantes américaines, en particulier la fameuse et toute-puissante American Association for the Advancement of Science (AAAS), cette association d'informaticiens, fondée en 1947 et comptant à ce jour plus de 67 000 membres, diffuse depuis mars 1981 une information systématique sur ces violations. Elle anime également un « programme d'adoption » des victimes par ses différents chapitres régionaux, maintenant ainsi les contacts indispensables au soutien de la communauté scientifique d'origine.

Inscrit dans la ligne classique tracée par la diplomatie des droits de l'homme de l'administration démocrate, ce type d'action (2) exclut par sa perspective corporatiste toute question « politique » de sa sphère d'intervention. Ce qui n'interdit pas une certaine efficacité par la publicité assurée aux cas individuels, par sa contribution à la diffusion de l'information et par les pressions exercées au sein des divers lobbies qu'influence cette association. Ce genre d'entreprise aurait abouti, par exemple, à un vote du Congrès américain retirant la clause de « nation favorisée » à la Roumanie.

Si l'on veut dresser un palmarès de la répression, à partir de 195 cas recensés d'informaticiens victimes de violations des droits individuels, professionnels, sociaux ou politiques, c'est l'URSS qui vient largement en tête avec 134 réprimés : principalement des « refuzniks » (3) d'origine juive. La Pologne fait un score honorable, 45 informaticiens : la loi martiale proclamée en décembre 81 doit bien y être pour quelque chose ? Seulement 10 cas répertoriés en Turquie !... Oui, en fait beaucoup plus, depuis le putsch militaire de 1980 on a eu le temps d'enfermer plus de 60 000 personnes. Les statistiques de la répression ne donnent pas le pourcentage d'informaticiens. Par contre le taux d'emprisonnement des syndicalistes en fait manifestement une catégorie à « haut risque » suscep-

tible de bénéficier « d'actions préventives ». L'Uruguay arrive bon dernier, n'ayant à déclarer qu'un seul informaticien. Mais que le général Gregorio Alvarez se console... il y a pire ! Le Pakistanais Jamil Omar est sorti de prison en juillet 84 au terme d'une peine de 3 ans pour distribution de pamphlets hostiles au régime. Il lui reste cependant à purger une peine de 7 ans de travaux forcés. Les pressions des organisations humanitaires, Amnesty International en tête, lui ont probablement épargné la peine capitale. En Tchécoslovaquie, Ivan Havel et Vaclav Benda, condamnés respectivement pour distribution de tracts et menées subversives, ont été relâchés, le premier en 82, le second en 83 ; toute-

**« Je suis évidemment
— immédiatement —
contre le Goulag
ou les massacres
du Cambodge,
mais, en tant
que philosophe,
je dois me rendre compte
que le fait d'être contre
ne m'engage pas
à grand chose.
Ici, en disant cela,
je ne prend aucun risque
et, à la limite,
je puis même en
tirer bénéfice ».**
**Vincent Descombes,
interview, « Le Monde »
du 3/8/80.**

fois, on ignore s'ils ont été réhabilités dans leurs autres droits. En Argentine, la Commission nationale des disparus, mise en place par le gouvernement de Raul Alfonsín, devait statuer, entre autres, sur le cas de 2 informaticiens : Robert Ardito et Hilda Gracieta Leikis de Alvarez Rojas. On attend les

conclusions... mais l'instruction risque d'être longue !

Ce que les régimes totalitaires reprochent aux informaticiens ne diffère pas fondamentalement des griefs retenus à l'encontre des autres catégories de récalcitrants : menées subversives, agitation ou propagande anti-sociale (ou anti-soviétique, ce qui, en URSS revient au même), demande de visa d'émigration, activité sioniste... et caetera. En Pologne, les charges à l'encontre des détenus, internés ou emprisonnés sont le plus souvent inconnues alors même que la sentence a été prononcée. Une brillante exception toutefois, Krystian Konik, travaillant au Centre Informatique de l'Institut des Mines de Katowice, est accusé d'avoir utilisé un réseau informatique pour transmettre des informations concernant les grèves. Il y a fort à parier que ce détournement de l'outil de travail restera gravé dans la mémoire des luttes ouvrières, comme un geste exemplaire.

Les conséquences, elles, sont connues : tracasseries policières, assignation à résidence, exil intérieur, détention, internement, travaux forcés,... On perd généralement son emploi (la meilleure manière de devenir un parasite social) mais on peut aussi... perdre ses diplômes : c'est le cas d'Igor Churin, un scientifique, informaticien à Moscou, à qui on a tout simplement enlevé son grade de docteur après qu'il eut déposé sa demande d'émigration.

Un des cas les plus dramatiques reste celui d'Anatoly Stcharansky accusé de trahison, de propagande et d'agitation anti-soviétique. Sa santé, depuis une longue grève de la faim, reste préoccupante. Selon sa mère, Ida Milgrom, il ne pèserait plus que 35 kilos. Un cardiologue a estimé, après analyse d'une de ses dernières lettres, que Stcharansky « souffrirait d'une insuffisance coronarienne chronique en phase aiguë et évoluant vers l'angine de poitrine ». Malgré son état, les autorités soviétiques ont refusé son hospitalisation. Aux dernières nouvelles, il aurait été placé sous régime de surveillance renforcée à la prison de Christopol, ses rations alimentaires diminuées de moitié ainsi que son temps de promenade, réduit de une